

1. Évolution épidémiologique

Au 3 mai à 9h00, il y a eu 1 206 405 tests, dont 76 496 le 2 mai. 882 343 personnes ont été testées, dont 186 599 se sont révélées positives.

Le nombre préliminaire de décès quotidiens liés au coronavirus au Royaume-Uni a augmenté aujourd'hui de 229 - le plus faible bond quotidien depuis la fin du mois de mars. Le nombre total de décès atteint 28 675.

2. Mesures nouvelles

Le mécanisme de prêts garantis à 100 % par l'État ("Bounce Back Loans") pour les petites entreprises a été activé aujourd'hui – Les petites entreprises pourront bénéficier d'une garantie de l'État à hauteur de 100 % pour des emprunts compris entre 2 000 £ et 50 000 £, et dont le montant sera limité à 25 % de leur chiffre d'affaires annuel. Les intérêts, pris en charge par l'État pour les douze premiers mois, seront fixés au taux de 2,5 % ensuite. Toute entreprise ayant déjà contracté un prêt de 50 000 £ ou moins dans le cadre du *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* (CBILS) peut demander à transférer son emprunt dans le nouveau programme afin d'étendre la garantie de l'État de 80 % à 100 %.

HM Treasury exonère l'achat d'équipements de protection de frais de TVA - Les achats d'équipements de protection individuelle par les maisons de soins, les entreprises, les organisations caritatives et les particuliers seront exonérés de TVA à compter du 1er mai 2020 et jusqu'au 31 juillet 2020. Après la suppression des droits d'importation, cet aménagement doit permettre aux établissements de soins et aux entreprises d'économiser plus de 100 M£. La législation européenne régissant la TVA permet ces régimes d'exemption en cas d'urgence, notamment sanitaire, ce qu'applique donc le Royaume-Uni, toujours soumis au régime européen jusqu'à la fin de la période de transition. La Commission européenne a récemment indiqué qu'elle soutenait les États membres dans l'introduction d'allègements temporaires de la TVA afin d'atténuer les effets de la pandémie de Covid-19.

Renforcement du dispositif de subventions aux PME pour les entreprises qui partagent leurs locaux – Alok Sharma, ministre au commerce, et Simon Clarke, ministre des collectivités locales, ont [annoncé](#) le 2 mai l'octroi de 617 M£ supplémentaires à destination des *Councils* et en complément des 12,3 Md£ déjà alloués à des dispositifs de subventions aux PME. Ce fonds supplémentaire est destiné aux petites entreprises qui ne sont pas éligibles aux dispositifs existants, partageant des locaux commerciaux, qui ont moins de 50 salariés et qui peuvent démontrer qu'elles ont subi une baisse significative de leurs revenus en raison des mesures de confinement. Les autorités locales peuvent choisir d'effectuer des paiements à d'autres entreprises en fonction des besoins économiques locaux. Il y aura trois niveaux de versement des subventions : 25 000 £, 10 000 £ et moins de 10 000 £, en fonction des circonstances locales. Le montant exact alloué à chaque *Council* doit encore être confirmé par le gouvernement.

Le gouvernement annonce des mesures de soutien aux universités britanniques – Un paquet de mesures a été annoncé aujourd'hui par le gouvernement afin de renforcer à court terme la trésorerie des

universités et 100 M£ seront alloués au financement de la recherche. Toutefois, le gouvernement a rejeté la demande de renflouement à hauteur de 2 Md£ des universités, qui craignent une très forte baisse du nombre d'étudiants étrangers cet autonome. Steve Smith, vice-chancelier de l'université d'Exeter, a déclaré que le paquet de mesures de soutien n'avait pas pris en compte que les universités britanniques étaient exposées à un manque à gagner de 1,7 Md£ en raison du déclin prévu des étudiants étrangers (*overseas*). Le gouvernement n'a pas exclu d'allouer d'autres mesures de soutien prochainement aux universités, et *HM Treasury* a insisté pour que les universités utilisent les programmes de prêts du gouvernement et le programme de maintien de l'emploi mis en place pendant la crise.

3. Impact économique et financier

/

4. Analyse sectorielle / entreprises

Le *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* publie des lignes directrices à destination des entreprises en vue de la levée progressive du confinement – Ces lignes directrices, qui n'ont pas été officiellement publiées, contiendraient, selon le *Financial Times*, des recommandations afin de concilier reprise de l'activité économique avec le respect des mesures sanitaires et de distanciation sociale. Parmi les recommandations formulées, les entreprises devront assurer des horaires décalés et maintenir les employés séparés - tant au travail que pendant les pauses - avec une distance de deux mètres. Le personnel sera invité à éviter de partager les stylos et les réunions en face à face. Pour les travailleurs en contact avec la clientèle, ils devront être protégés par des écrans en plastique et les entreprises seront invitées à multiplier les places de parking afin de favoriser l'utilisation de moyens de transport motorisés individuels. Les employés de bureau seront invités à travailler si possible à domicile pendant encore plusieurs mois afin d'éviter que les transports publics ne soient débordés. Toutes les entreprises qui souhaitent faire reprendre à leurs employés le travail dans leurs locaux devront produire un document portant spécifiquement sur la manière de maintenir la sécurité au travail pendant la pandémie actuelle. En outre, une distance de deux mètres devra être maintenue, que ce soit sur le lieu de travail, dans les files d'attente des magasins ou dans les espaces communs tels que les cantines ou les zones fumeurs.

Rolls Royce - Le fabricant de moteurs d'avions s'apprêterait à supprimer jusqu'à 8000 emplois, soit 15% de sa masse salariale totale. Ces chiffres ne seront toutefois pas confirmés avant fin mai et des discussions avec les syndicats. Si Rolls Royce a d'abord eu recours au dispositif de chômage partiel financé par le gouvernement, l'entreprise envisage maintenant de licencier une partie de ses effectifs, en raison de la crise actuelle qui affecte le transport aérien. Les salariés affectés à la branche aviation civile de l'entreprise, et en particulier ceux travaillant dans les usines de Derby, devraient être les premiers concernés par les suppressions des postes annoncées.

Le coût du risque est en forte hausse chez les grandes banques britanniques – RBS/NatWest, Barclays, HSBC et Lloyds, qui ont la semaine dernière publié leurs résultats du T1 2020, ont mis de côté un total de 6,7 Md£ en provisions pour pertes de crédit en lien avec l'épidémie de Covid-19. Ces mouvements ont impacté les résultats des banques : ainsi, Barclays enregistre une baisse de 38 % de son résultat avant impôt, qui chute de moitié chez HSBC et RBS/NatWest. Lloyds est la plus sévèrement touchée, avec une diminution de 95 % de son résultat avant impôt.

Les assureurs britanniques en discussions concernant le lancement d'un fonds caritatif – Sous pression depuis le début de l'épidémie de Covid-19 en raison de la non-prise en charge par les assurances des répercussions financières de la crise sur les entreprises, le secteur pourrait lancer un fonds destiné à soutenir financièrement des œuvres caritatives. Selon les discussions préliminaires révélées par Sky News, ce fonds pourrait atteindre 100 M£.

Les syndicats ont écrit au PM pour lui faire part de leurs « sérieuses préoccupations » concernant l'augmentation future des services ferroviaires – Si le ministre des transports, Grant Shapps, a déclaré que davantage de bus et de trains circuleraient dans le cadre d'une approche échelonnée visant à assouplir le confinement, les syndicats ont adressé une lettre à Boris Johnson déclarant qu'il n'existait aucun moyen de faire respecter les gestes barrières si l'offre de transport remontait. La lettre indique qu'il est « inacceptable » de mettre en danger les passagers et le personnel ferroviaire et appelle « le gouvernement et les opérateurs de trains à travailler avec les syndicats pour déterminer s'il existe une réelle demande d'augmentation des services et, là où cette demande existe, la façon elle peut être satisfaite en toute sécurité ». Le respect des règles de distanciation sociale pourrait réduire la capacité d'un train de 70%. Actuellement, environ la moitié des services ferroviaires normaux sont toujours en circulation. Le Ministère des transports appelle à faire du télétravail autant que possible et Grant Shapps a déclaré que le gouvernement étudiait une série de pistes pour favoriser le recours à la mobilité douce (marche, vélos) à la levée du confinement.